



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Mercredi 31 Août 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [BNA: une filiale au Sénégal avant la fin de l'année en cours](#)

La Banque nationale d'Algérie (BNA) entend ouvrir une filiale au Sénégal avant la fin de l'année en cours, a fait savoir mardi à Alger le directeur général de cette institution financière publique, Mohamed Lamine Lebbou.



## **REPRISE ÉCONOMIQUE TIMIDE, INFLATION GALOPANTE ET MARCHÉ DE L'EMPLOI PLOMBÉ : Quelle rentrée sociale pour les Algériens ?**

Il n'est pas exclu que le front social entre une nouvelle fois en ébullition comme au printemps dernier, surtout si les revendications des syndicats portant sur l'augmentation des salaires et l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ne sont pas satisfaites.

Nous sommes aux portes de septembre, et en cette veille de «rentrée sociale», le contexte général, force est de le constater, est plutôt morose. On le voit partout autour de nous : de plus en plus d'Algériens sombrent dans la précarité.

Celle-ci est nourrie, d'un côté, par une érosion vertigineuse du pouvoir d'achat et, d'un autre côté, par l'amenuisement des revenus des ménages et l'insécurité de l'emploi. Et alors que la date officielle de la rentrée scolaire est enfin connue, la reprise des classes ayant été fixée au 21 septembre, l'angoisse des parents ira crescendo à mesure qu'approche le retour à l'école.

De fait, un nombre important de pères et de mères de famille se font un sang d'encre en songeant au coût du cartable qui pèse de plus en plus sur le budget domestique, les prix des affaires scolaires ayant connu ces derniers mois une flambée spectaculaire. Le gouvernement a annoncé la mise en place de marchés «Errahma» spécial fournitures scolaires.

Ces marchés devaient être opérationnels à partir du 15 août écoulé, mais on n'en voit pas encore la trace sur le terrain. Pour le reste, il faut dire que le problème est plus profond et ne se limite pas au coût de la rentrée scolaire. La vie est de plus en plus chère et de plus en plus dure dans tous les secteurs. Face à la montée galopante de l'inflation, les salaires et les pensions de retraite paraissent de plus en plus insignifiants.

Cela a fini par alarmer en haut lieu, et le dernier Conseil des ministres, dimanche dernier, a clairement annoncé : «Le président de la République a enjoint au gouvernement de procéder à la révision de l'allocation chômage et de la liste des bénéficiaires, des salaires des travailleurs et des pensions de retraite, en adéquation avec les équilibres financiers, en vue de leur introduction dans la loi de finances de 2023».

## L'ALGÉRIE À LA 98<sup>e</sup> PLACE AU CLASSEMENT MONDIAL DES SALAIRES

Une étude publiée le 15 août par la revue économique américaine CEOWorld Magazine s'est amusée à dresser un comparatif entre les salaires nets mensuels moyens dans 105 pays. Et le résultat est assez édifiant. La Suisse arrive en tête avec 6142 dollars par mois, suivie par Singapour (4350 dollars) et l'Australie (4218 dollars).

Arrivent ensuite les Etats-Unis à la quatrième place avec 3721 dollars. Les Etats-Unis sont talonnés de près par les Emirats arabes unis qui occupent la 5<sup>e</sup> place avec 3663 dollars de rémunération mensuelle.

L'Algérie, elle, est à la 98<sup>e</sup> place avec un salaire moyen de 249,67 dollars, soit, au taux officiel actuel, un peu plus de 41 580 DA.

Un chiffre qui n'est pas loin de celui de l'ONS. Dans son «enquête annuelle sur les salaires auprès des entreprises», enquête réalisée en mai 2019, l'Office national des statistiques nous apprenait que «le salaire net moyen en 2019 s'élève à 41 800 DA». «Il est de 58 400 DA dans le public contre 34 100 DA dans le privé», précisait le même organisme. A titre de comparaison, et toujours selon le document publié par le magazine américain CEOWorld, la Tunisie est classée à la 96<sup>e</sup> place avec un salaire légèrement meilleur : 277, 44 dollars mensuels.

Au Maroc, le salaire moyen est nettement plus élevé avec 385,53 dollars par mois. Même avec tous ses problèmes, le Liban occupe, à en croire cette même étude, une honorable 47<sup>e</sup> place avec un revenu mensuel moyen de 837 dollars.

Selon une autre étude, réalisée cette fois chez nous, par un syndicat, le Satef, le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation, en décembre 2021, il faudrait 80 000 DA à une famille algérienne moyenne pour pouvoir vivre dignement.

L'étude portait d'une comparaison entre les salaires et l'indice des prix à la consommation en 1995 et en 2021. Nous sommes évidemment très loin de ces prétentions salariales. Pire encore : ce que l'on constate, à regret, c'est que non seulement les salaires stagnent mais ils ne sont même plus assurés. Les crises successives qui ont affecté le secteur économique ces dernières années ont fragilisé le salariat.

Cela a commencé avec la chute progressive des prix du pétrole en 2014 qui a directement impacté l'investissement public et porté un coup dur à un secteur important comme celui de la construction qui a pâti frontalement du recul de la commande publique.

Après, il y a eu la crise politique de 2019, dans la foulée du hirak, et l'instabilité qui s'en est suivie. Et le «pompon», ça a été la crise sanitaire de 2020-2021. Là encore, le BTPH (bâtiment, travaux publics et hydraulique) a été sévèrement touché par la récession provoquée par l'épidémie mondiale. Selon l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), la pandémie a provoqué la fermeture de 5700 entreprises et la perte de 150 000 emplois dans ce secteur en Algérie, recensement établi à la fin avril 2021, soit 10% de la main-d'œuvre embauchée dans le bâtiment, sachant que le secteur de la construction, d'après la même association, représente quelque chose comme 1,5 million d'emplois.

#### PLUS DE 2,4 MILLIONS DE DEMANDEURS DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Autre indice révélateur de cette précarité grandissante : le nombre de candidats à l'allocation chômage. Pour rappel, cette allocation, d'un montant de 13 000 DA, a été instituée en février 2022 par le chef de l'Etat. Le directeur technique et chef de l'équipe des développeurs de la plateforme électronique «Minha» qui est rattachée à l'ANEM (minha. anem.dz), Yacine Fratssa, et qui était invité il y a quelques jours de l'émission «Moustaqbal Tech» sur la Chaîne I, a assuré que le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage depuis la mise en place de la plateforme numérique s'élève à plus de 1 838 000, tandis que le nombre des inscrits sur la plateforme est de 2 460 000 personnes.

Des chiffres qui en disent long sur l'étendue réelle du chômage dans notre pays. A la lumière de tous ces indicateurs, il n'est pas exclu que le front social entre une nouvelle fois en ébullition comme au printemps dernier, surtout si les revendications des syndicats portant sur l'augmentation des salaires et l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ne sont pas satisfaites.

On se souvient que les mouvements de protestation du mois d'avril avaient pour origine l'insatisfaction manifestée avec véhémence par plusieurs formations syndicales regroupées sous la bannière de la Confédération des syndicats algériens (CSA) après les annonces relatives à la révision de la grille indiciaire des salaires des personnels de la Fonction publique, jugeant ces hausses insuffisantes.

## **HUITIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE TOKYO SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE : Le Japon et la BAD consacreront 5 milliards de dollars au développement du secteur privé**

Compte tenu de l'importance de la sécurité alimentaire, indique le communiqué de la BAD, «le Japon et la Banque africaine de développement feront également de l'agriculture et de la nutrition des domaines prioritaires de la cinquième phase de l'Initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA 5)». Le Japon et la Banque africaine de développement ont annoncé une coopération financière pouvant atteindre 5 milliards de dollars dans le cadre de la cinquième phase de l'Initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (Enhanced Private Sector Assistance for Africa - EPSA 5), pour la période 2023- 2025.

L'annonce a été faite lors de la huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 8), qui s'est tenue le 28 août 2022 à Tunis, la capitale tunisienne. Le financement se compose de 4 milliards de dollars au titre du guichet existant et d'un montant supplémentaire pouvant atteindre 1 milliard de dollars, au titre d'un nouveau guichet spécial que le Japon mettra en place.

Dans le cadre de ce guichet spécial, le Japon accordera des financements aux pays qui font des progrès en matière de transparence et de viabilité de la dette et d'autres réformes, améliorant ainsi de manière régulière et significative la situation de leur dette, selon un communiqué de la BAD.

Compte tenu de l'importance de la sécurité alimentaire, indique le communiqué, «le Japon et la Banque africaine de développement feront également de l'agriculture et de la nutrition des domaines prioritaires de l'EPSA 5. En conséquence, l'EPSA 5 couvrira quatre domaines prioritaires, que sont l'électricité, la connectivité, la santé, l'agriculture et la nutrition, pour répondre aux principaux défis de l'Afrique.»

Lors de la cérémonie du lancement de l'EPSA 5, Masato Kanda, vice-ministre des Finances pour les Affaires internationales du Japon, a engagé son pays à soutenir les pays africains tout en respectant leurs propres initiatives. M. Akihiko Tanaka, président de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), a souligné de son côté : «Face à la grave situation causée par de multiples crises, le renforcement de la résilience et la promotion de la sécurité humaine sont des éléments stratégiques de l'appui japonais à l'Afrique.

L'EPSA est un volet essentiel de notre partenariat avec la Banque africaine de développement pour relever les défis sociaux et économiques auxquels le continent est confronté. La JICA s'engage à travailler avec l'EPSA pour créer un avenir brillant et prospère.» Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a déclaré : «L'EPSA 5 est le type de coopération dont l'Afrique et le monde ont besoin.

Les impacts croissants du changement climatique, la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine signifient que nous devons faire encore plus que ce que nous avons fait précédemment pour mobiliser le secteur privé et créer des opportunités d'emploi en Afrique.

La nouvelle initiative qui vient d'être signée aura un impact positif sur des millions de vies à travers l'Afrique.»



### **BNA : Une filiale au Sénégal avant la fin de l'année**

La Banque nationale d'Algérie (BNA) entend ouvrir une filiale au Sénégal avant la fin de l'année en cours, a fait savoir hier à Alger le directeur général de cette institution financière publique, Mohamed Lamine Lebbou.



### **Algérie - France - Déclaration d'Alger : «Dans l'intérêt des deux pays»**

La Déclaration d'Alger stipule que «l'Algérie et la France donneront un nouvel élan à leurs relations économiques pour favoriser un partenariat équilibré dans l'intérêt des deux pays». Dans cette optique, souligne la Déclaration dans son chapitre «Partenariat économique et pour la transition énergétique», elles (Algérie et France) entendent «favoriser une relance de leurs échanges économiques et encourager le développement des partenariats entre leurs entreprises, ainsi que la recherche pour l'innovation».



### **Editorial : Destin africain**

La solidarité de l'Algérie avec l'Afrique est un principe fondamental inscrit dans sa politique extérieure, ses actes de bonne foi envers ce continent n'ont même pas besoin d'être justifiés. Notre pays s'est toujours rangé aux côtés de l'Afrique, participant à toutes ses luttes et portant à bout de bras ses aspirations.



### **Son premier ministre, Pedro Sanchez, a exprimé le vœu de se rendre en Algérie : L'Espagne plie**

Avec sa «petite voix», hier, Sanchez ne peut prétendre prendre l'UE à témoin. Il sait qu'il n'est plus à cette étape de sa bataille pour sauver le deal conclu avec le Makhzen. Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, semble vouloir emboîter le pas à ses ministres pour s'engager sur la voie de la repentance sur la question des relations de son pays avec l'Algérie.



### [La rentrée parlementaire fixée pour le 4 septembre : Les députés sur le grill](#)

Les députés ont approuvé 35 projets de loi, dont 4 selon la procédure d'urgence, lors de la session précédente. En vacances depuis mi-juillet, les députés s'appêtent à faire leur rentrée. La session parlementaire s'ouvrira le 4 septembre prochain conformément à la Constitution. L'article 38 de la Loi fondamentale stipule que «la session ordinaire commence le deuxième jour ouvrable du mois de septembre...».



### [L'importation de poudre de lait et de maïs facilitée](#)

Les opérations d'importations de la poudre de lait et du maïs ne sont pas soumises à l'obtention de l'attestation préalable à la domiciliation bancaire, via la plateforme numérique, disponible au niveau de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et ce, depuis le 1er août 2022. C'est ce qu'a annoncé l'Association des banques et des établissements financiers (Abef) dans une note datée du 25 août et adressée aux directeurs généraux des banques et établissements financiers.



### [La Chine confine près de 4 millions d'habitants : Le baril coule](#)

Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, cédait plus de 4 dollars, hier, en cours d'échanges.

Un pas en avant, un pas en arrière, lorsque ce n'est pas plus. C'est le rythme adopté par le baril depuis quelques semaines déjà. L'actuel qui a débuté lundi ne semble pas y différer. Les prix du pétrole étaient, en effet, à la peine, hier, en cours d'échanges.



### [Port de Béjaïa: Tentative d'introduction de faux billets déjouée](#)

Une tentative d'introduction de 1000 faux billets de banque de 1000 DA, a été déjouée par les éléments de l'inspection principale de contrôle Voyageurs du port de Béjaïa, relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes de Bejaïa, a indiqué mardi un communiqué de la direction Régionale des Douanes à Sétif. L'opération a été effectuée suite à un contrôle sélectif basé sur le ciblage et l'analyse des risques, ainsi que le recours au dispositif de détection par rayons X (Scanner) d'un véhicule touristique en provenance de Marseille (France) à bord du navire Tassili 2, précise le communiqué.

## Renforcement et développement de l'économie nationale

La période actuelle que traverse l'Algérie commande d'induire davantage une mutation qualitative globale de l'économie nationale, maintenant qu'elle est en train de réaliser les meilleurs acquis et performances possibles en dépit de nombreux bouleversements survenus sur la scène économique mondiale. Ce sera tout d'abord une étape de concrétisation des fondements de la diversification de la croissance et de l'économie du savoir, la réalisation d'une société de production, de l'innovation et de l'initiative, une société capable d'interagir avec les bouleversements mondiaux et d'anticiper les impondérables avec la célérité et l'aptitude requises.

## **DZAIR SCOOP**

### BNA : une filiale au Sénégal avant la fin de l'année en cours

La Banque nationale d'Algérie (BNA) entend ouvrir une succursale au Sénégal avant la fin de l'année en cours, a indiqué mardi, à Alger, le directeur général de cet établissement financier public, Mohamed Lamine Lebbou.



### Importations : la poudre de lait et le maïs dispensés du document d'Algex

Les opérations d'importations de la poudre de lait et du maïs ne sont pas soumises à l'obtention de **l'attestation préalable à la domiciliation bancaire**, via la plateforme numérique, disponible au niveau de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et ce, à compter du 1er août 2022.



### البنك الوطني الجزائري سيفتح فرعاً له بالسنغال قبل نهاية السنة الجارية.

كشف المدير العام للبنك الوطني الجزائري، محمد لمين ليو، يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، عن عزم بنكه فتح فرع له بدولة السنغال قبل نهاية السنة الجارية.

وقال السيد ليو، على هامش التوقيع على مذكرة تفاهم بين البنك ومجمع اتصالات الجزائر، أن "البنك الوطني الجزائري سيفتح فرعاً له في دولة السنغال قبل نهاية السنة الجارية."

## "المجلس الإسلامي" يطلب تعديل القانون 13 / 389: البنوك عاجزة عن استغلال مذكراتها من الموارد الإسلامية!

تصطدم البنوك العمومية السنة بعائق قانوني يمنع استغلال مذكرات الصيرفة الإسلامية في مشاريع تمويل السكن والشباب وحتى خطط التنمية، في ظل عدم تطبيق قوانين تساوي بين الصيرفة الإسلامية والكلاسيكية في الدعم والامتيازات، ويأتي ذلك رغم حصيلة الادخار المعتبرة المحققة خلال الأشهر الأخيرة، والتي فاقت 2000 مليار سنتيم بينكين عموميين فقط بدون احتساب البنوك الأخرى، وهما البنك الخارجي والبنك الوطني الجزائري.



## البنك الوطني الجزائري يفتتح فرعاً بالسنغال قبل نهاية السنة

كشف المدير العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمين لبو، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، عن عزم البنك فتح فرع له بدولة السنغال قبل نهاية السنة الجارية. وقال السيد لبو، على هامش التوقيع على مذكرة تفاهم بين البنك ومجمع اتصالات الجزائر، أن "البنك الوطني الجزائري سيفتح فرعاً له في دولة السنغال قبل نهاية السنة الجارية".

اتصالات الجزائر تبرم اتفاقيتين مع مجمع كوسيدار والبنك الوطني الجزائري

وأبرم مجمع اتصالات الجزائر، اليوم الثلاثاء بالمركز الدولي للمؤتمرات (الجزائر العاصمة)، اتفاقيتين مع كل من مجمع كوسيدار والبنك الوطني الجزائري بهدف تسخير التكنولوجيا لضمان أفضل الخدمات.

## IMPORTATION DE POUDRE DE LAIT ET DE MAÏS

# Le document de l'Algex n'est plus exigé

*Une autre exception vient élargir la liste, au demeurant toujours aussi restreinte, des marchandises ouvertes à l'importation sans que l'opérateur soit tenu de présenter le document dûment établi par l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) pour prétendre à faire entrer sur le territoire national la marchandise en question.*

Une note de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), datant d'il y a moins d'une semaine, est venue alléger l'une des formalités administratives requises pour les d'opérateurs économiques, celle consistant en la présentation, pour l'accomplissement des démarches pour la domiciliation bancaire, d'un document émanant de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex). En avril dernier, l'Abef a adressé à ses adhérents, entre banques et établissements financiers, une note dans laquelle il est stipulé que ces derniers sont tenus dorénavant d'exiger un document dûment établi par l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) attestant, après vérification sur la plateforme électronique dédiée au produit national et accessible à tous les secteurs et opérateurs économiques, que le produit en question est effectivement indisponible sur le marché algérien pour

prétendre à l'importation et ainsi procéder à la domiciliation bancaire de l'opération. C'est une note qui est venue enrichir le dispositif érigé pour parer aux importations à tout-va, après que le ministère des Finances eut été informé par son pair du Commerce et de la Promotion des exportations de l'entrée en exploitation d'une plateforme électronique dédiée au produit national, interactive et accessible à tous les secteurs et opérateurs économiques. Une plateforme que les opérateurs parmi les importateurs sont tenus de consulter, afin de vérifier si le produit qu'ils comptent importer est bel et bien indisponible sur le marché national et si c'est le cas, la domiciliation bancaire de l'opération peut être exécutée conformément à la réglementation.

Une exigence qui avait mis dans l'embarras de nombreux opérateurs économiques, notamment des producteurs de certains secteurs d'activité qui éprouvent toutes les peines du



Divine - PLO

monde pour s'approvisionner en produits indispensables pour leur activité. C'est ainsi que des opérateurs de l'industrie pharmaceutique et des importateurs de matières premières destinées au fonctionnement de l'appareil national de production agricole sont montés au créneau. Ces derniers ont pu avoir gain de cause après que leurs ministères de tutelle eurent défendu leur cause auprès de celui du Commerce et finir par être dispensés de la présentation du fameux document de l'Algex. Ainsi, l'ensemble des opérateurs importateurs des produits agricoles d'origine végétale et animale, tels les semences, les plants, les produits sanitaires à

usage agricole, le matériel d'irrigation et les animaux vivants y compris l'aliment de bétail, les médicaments et produits vétérinaires destinés à la revente en l'état se voyaient dispensés du fameux «sésame» de l'Algex, comme le sont désormais, depuis le début de ce finissant mois, les importateurs de la poudre de lait et de maïs. Ceux-ci ne sont, en effet, plus dans l'obligation de présenter l'attestation que délivre l'Algex pour prétendre à la domiciliation bancaire, tel que l'énonce dans sa note datée du 25 du mois courant l'Abef, suivant ce qui a été décidé au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

**Azadine Maktour**

## قبل نهاية السنة الجارية البنك الوطني سيفتح فرعاً له بالسنغال

الجارية». وأوضح المسؤول، أن هذه العملية تدخل في إطار «الاستراتيجية التوسعية للبنك الوطني الجزائري والتي ستكون انطلاقتها الأولى على المستوى الأفريقي». وأضاف ليو، أن هذا الفرع سيكون بمثابة «بنك عام الهدف منه مساعدة ومرافقة المتعاملين الجزائريين لبلوغ الأسواق الأفريقية».

كشف المدير العام للبنك الوطني الجزائري، محمد لمين ليو، أمس الثلاثاء، بالجزائر العاصمة، عن عزم البنك فتح فرع له بدولة السنغال قبل نهاية السنة الجارية. وقال ليو، على هامش التوقيع على مذكرة تفاهم بين البنك ومجمع اتصالات الجزائر، إن «البنك الوطني الجزائري سيفتح فرعاً له في دولة السنغال قبل نهاية السنة

في انتظار صدور نصوصه التطبيقية

## هل يفطي تعديل قانون الاستثمار "غابة" إصلاحات المنظومة الاقتصادية؟

تنتظر الشركات الوطنية ورجال الأعمال المحليون والأجانب، بترقب، الانفتاح الذي سيعكسه التجسيد الضمني لقانون الاستثمار المنتظر منذ فترة طويلة من قبل المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين والمؤسسات الأجنبية الراضية في الاستثمار في السوق الوطنية على السواء، من منطلق كونه الوثيقة التي تجيب على الأسئلة الكثيرة والمهمة المطروحة من كل مستثمر راغب في خوض هذه التجربة في السوق الجزائرية.

سعيد بشار



● بعد أسابيع من صدور قانون الاستثمار المنتظر، بكل ما حمله من أجوبة للتوجهات التي تتبناها الحكومة في رسم سياستها الاقتصادية وتحديد معالم علاقتها بالمستثمر، باعتباره الإطار القانوني الذي يعتبر بمثابة العقد المبرم بين الحكومة أو الجهات المسؤولة الوصية وبين المتعامل الاقتصادي، يبقى هذا القانون بحاجة إلى النصوص التطبيقية، إذ من شأنها أن تحوله من مجرد إجراءات وبنود قانونية كتب بالأسود على الأبيض، إلى خطوات عملية تجد صدى لها في الميدان.

ومن بين أبرز الملفات التي وقفت إلى الحين حائلا دون تطوير مناخ الاستثمار في الجزائر، لتجعل الشركات الأجنبية تفكر مليا قبل خوض التجربة أو التوجه نحو بلدان أخرى، قد تكون أقل من حيث الإمكانيات والمقومات من الجزائر، مسألة البيروقراطية "القاتلة" للنشاط الاقتصادي وهيمنة الإدارة على مسار إطلاق وإنجاز المشاريع، جراء كثرة الهيئات المخولة بمنح التراخيص وصعوبة التنسيق فيما بينها، وهو ما فضلت الحكومة الإجابة عنه من خلال إطلاق ما يعرف به الشباك الموحد، ضمن قانون الاستثمار في نسخته الجديدة.

ويضاف إلى هذا الملف مسألة التمويل في ظل عجز المنظومة البنكية الوطنية على مواكبة وتيرة سير النشاط الاقتصادي، كون هذا الأخير تحكمه سرعة الأداء واتخاذ

بحاجة إلى الحصول على الضمانات الحقيقية للانطلاق في المشروع، على اعتبار أن هذه الحظائر تفتقد في غالب الأوقات لأهم مقومات النشاط الاقتصادي، لا سيما شبكات الطاقة (الكهرباء، الماء والغاز) وشبكات الطرق، وهي المعطيات التي تجعل بنود قانون الاستثمار الذي من المنتظر أن يصمد لعشر سنوات على الأقل، بحاجة إلى إرادة فعلية ميدانية لترجمته على أرض الواقع، حتى يوتي ثماره ويستفيد المتعامل والمنظومة الاقتصادية والمواطن كتحصيل حاصل للمعادلة.

القرارات، بينما لا تزال تعاني البنوك الجزائرية التي تسيطر عليها المؤسسات المالية العمومية بما يفوق 70 في المائة، من بطء شديد يصل حد التماطل لمنع القروض، بصرف النظر عن استيقاظ ملفات المتعاملين المعنيين لجميع الشروط الضرورية، فيما يواصل شبح تجريم أفعال التسيير يجثم على صدر كل مسؤول.

وبيتما تسعى الجهات المسؤولة لصرف الملايير على تهيئة وإنشاء المناطق الصناعية ومناطق النشاط، في خطوة لحل إشكالية العقار الصناعي، يبقى المتعامل الاقتصادي



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger